

PRÉFET DE LA NIÈVRE

**Préfecture de la Nièvre
Secrétariat Général**

Direction du pilotage interministériel
et des moyens

Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

N° 2015 - P - 679

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

portant reconduction des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-2083 du 2 septembre 2009
fixant la surveillance de la nappe phréatique située à l'aplomb de l'ancienne usine BOSTIK
FINDLEY sur le territoire de la commune de PRÉMERY.

Le PRÉFET DE LA NIÈVRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement,
- VU** les recommandations de l'étude simplifiée des risques menée en mai 1998 par la société ATE, devenue SITA REMEDIATION en 2003, concernant la mise en place d'un contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit du site, anciennement exploité par la société BOSTIK FINDLEY, sur le territoire de la commune de PRÉMERY,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2009-P-2083 du 2 septembre 2009, prescrivant la réalisation d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines en amont et en aval du site de l'ancienne usine BOSTIK FINDLEY, sise sur le territoire de la commune de PRÉMERY, pendant une durée minimale de cinq ans,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-P-845 du 30 mars 2005 portant institution de servitudes d'utilité publique concernant les risques de pollution résiduelle des parcelles cadastrées C1658, C1449 et C1317, situées sur la commune de PRÉMERY (nécessitant la mise en place de dispositions particulières de protection dans le cadre d'un usage industriel),
- VU** les rapports d'interventions en date du 29 novembre 2013 et du 15 décembre 2014, de la société SITA REMEDIATION, transmis respectivement le 6 janvier 2014 et 17 décembre 2014 par la société BOSTIK SA, portant sur le suivi de qualité des eaux souterraines,

VU les correspondances en date du 6 janvier 2014 et 17 décembre 2014 de la société BOSTIK SA, constatant une baisse significative de la pollution, exceptée à l'amont du site,

VU le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, inspecteur des installations classées, en date du 4 février 2015,

VU l'avis du CODERST du 27 février 2015,

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 9 avril 2015,

CONSIDÉRANT que les activités antérieures, liées à l'exploitation de l'usine BOSTIK FINDLEY à PREMERY, ont eu un impact négatif sur l'état environnemental du site et qu'elles sont à l'origine d'une pollution des sols et des eaux souterraines,

CONSIDÉRANT que ce site est répertorié dans la base nationale de données « BASIAS » concernant l'inventaire des anciens sites industriels du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (ex MYDRIN LAMBIOTTE),

CONSIDÉRANT que seul du benzène, est toujours présent dans les eaux souterraines, en amont du site, à des concentrations supérieures à la norme de potabilité des eaux destinées à la consommation humaine,

CONSIDÉRANT que, dans ses correspondances en date du 6 janvier 2014 et 17 décembre 2014 susvisées, la société BOSTIK SA proposent de limiter la surveillance à une fréquence bisannuel, compte tenu de la baisse significative de la pollution dans les eaux souterraines,

CONSIDÉRANT que l'étude simplifiée des risques, menée en mai 1998 par la société ATE susvisée, fait apparaître que des puits utilisés par des particuliers, situés en position latérale hydraulique de l'établissement, à une distance minimale de 650 m, et probablement implantés dans les calcaires marneux, sont vulnérables vis-à-vis d'une éventuelle contamination en provenance du site,

CONSIDÉRANT la proximité des puits de captage d'eau potable de la commune de PREMERY implantés entre 350 m et 5,7 km à l'Ouest, en position latérale et aval hydraulique du site,

CONSIDÉRANT les conclusions et recommandations du dernier rapport d'intervention de la société SITA REMEDIATION, susvisée, par lesquelles il est proposé un allègement du programme de surveillance sans interrompre le suivi des eaux souterraines de l'ancienne usine BOSTIK FINDLEY,

CONSIDÉRANT que la pollution identifiée dans les eaux souterraines à l'amont du site, est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il est tout de même nécessaire d'assurer une continuité de la surveillance piézométrique du site, à une fréquence bisannuelle,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,

ARRÊTE

ARTICLE 1. RECONDUCTION

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-2083 du 2 septembre 2009, prescrivant la réalisation d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines en amont et en aval du site de l'ancienne usine BOSTIK FINDLEY, sise sur le territoire de la commune de PRÉMERY dans la Nièvre, sont reconduites dans les conditions précisées aux articles ci-après.

ARTICLE 2. SURVEILLANCE PIÉZOMÉTRIQUE

La société BOSTIK SA est tenue d'effectuer la surveillance durant une période de 4 années à une fréquence bisannuelle (octobre 2015, 2017 et 2019), des eaux de la nappe phréatique, à compter de la notification du présent arrêté sur les piézomètres PZ1, PZ6, PZ13 et PZ15.

Cette surveillance portera sur les Hydrocarbures (HC) – Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes (BTEX) – Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV) – Carbone Organique Total (COT).

Les résultats seront transmis, dès leur connaissance, à l'inspection des installations classées accompagnés des commentaires appropriés (évolution des valeurs, anomalies, etc.).

ARTICLE 3. SUIVI DE LA SURVEILLANCE

Si les résultats d'analyses mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, la société BOSTIK SA détermine les mesures appropriées à mettre en place. Elle recherche par tous les moyens utiles si ses activités antérieures sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Elle informe l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

A l'issue de la période de 4 années, définie à l'article 2 précédent et au vu des résultats obtenus, sur propositions formulées et justifiées de la société BOSTIK SA, les modalités et la teneur du programme de surveillance précédent pourront être modifiées par l'inspection des installations classées.

En cas d'évolution de la situation du site et notamment en cas d'augmentation sensible des teneurs sur les paramètres surveillés, listés à l'article 2 précédent, les modalités et la teneur du programme de surveillance précédent pourront également être modifiées à tout moment par l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4. PLAN ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ

Le plan du site avec l'implantation des points de prélèvement est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 5. DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Dijon) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 6. NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de PRÉMERY et tenue à la disposition du public. Un extrait comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumis l'exploitant de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de ces Mairies par les soins des Maires.

ARTICLE 7. EXÉCUTION - NOTIFICATION

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Nièvre,
- M. le Maire de PRÉMERY,
- Mme la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne,
- M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le Directeur départemental des territoires,
- Mme la Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,
- M. le Directeur territorial de Nevers de l'agence régionale de santé de Bourgogne,
- M. le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le Chef du service interministériel de défense et de protection civile de la Nièvre,
- M. le Responsable des subdivisions environnement de la Nièvre, unité territoriale Nièvre-Yonne, DREAL Bourgogne,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à Nevers, le 15 JUIN 2015

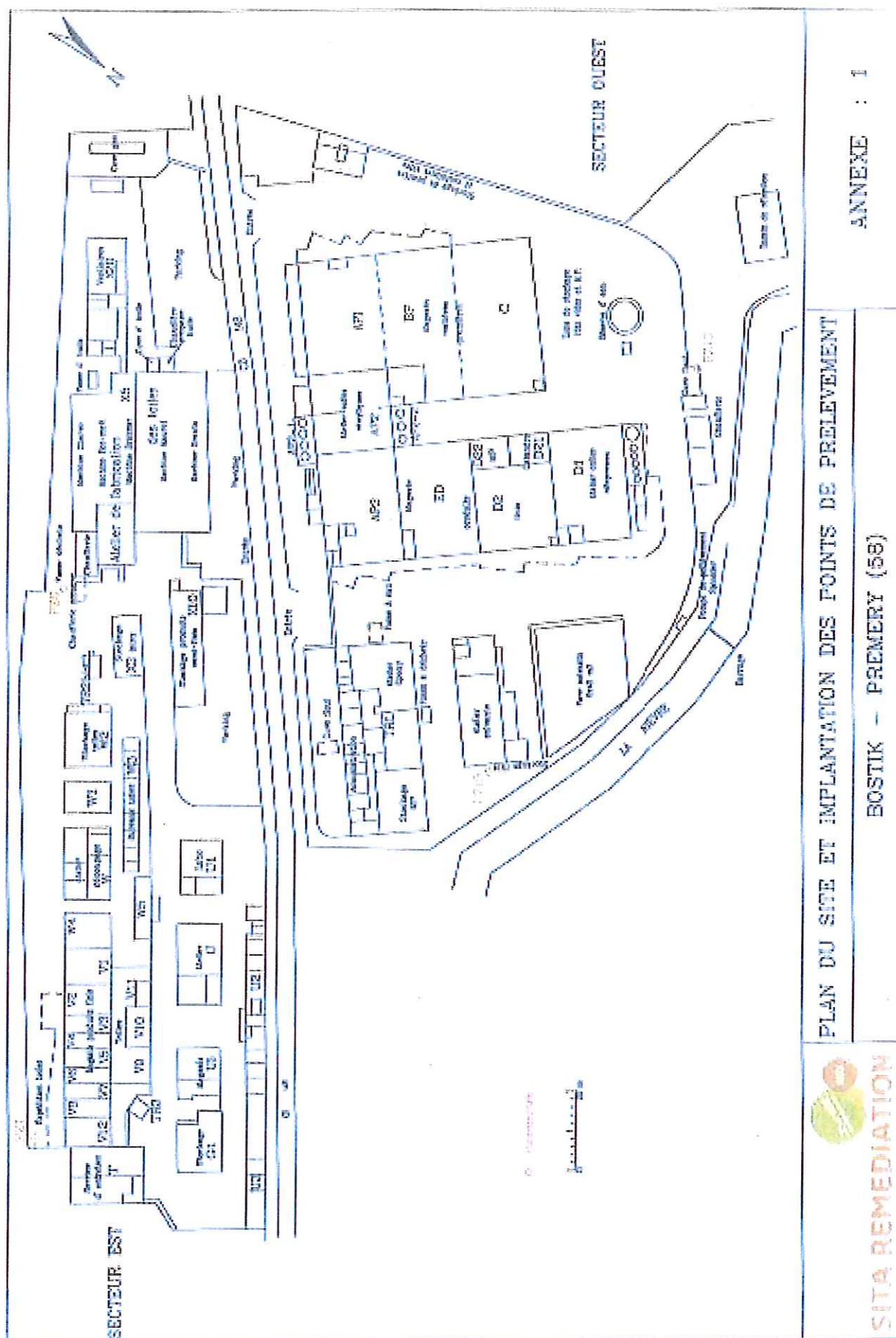
Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de la suppléance
du Secrétaire Général,



François ROSA

ANNEXE



PLAN DU SITE ET IMPLANTATION DES POINTS DE PRELEVEMENT

BOSTIK - PREMERY (58)

ANNEXE : 1

SITA REMEDIATION

